

Ecrit par le 28 mars 2026

Bpifrance s'est bien installée dans le paysage vauclusien



Instrument public pour le financement, les garanties et l'innovation des entreprises, la Banque publique d'investissement [Bpifrance](#) joue avant tout le rôle d'un partenaire bancaire de proximité pour les porteurs de projets de notre région. Il favorise le développement d'un écosystème économique vauclusien moderne et compétitif.

[La délégation territoriale Vaucluse](#) (8 collaborateurs), dirigée par [Adeline Clément](#) étend sa production autour d'Arles et Salon-de-Provence. On ne connaît pas le nombre de dossiers reçus par la banque publique l'année dernière. Mais celui des soutiens qu'elle a accordés : 157M€ en dispositifs de garanties, financement, innovation et exportation – bénéficiant à un peu plus de 550 entreprises – avec un effet de levier portant à 357 M€, en 2021, le montant des concours bancaires estimés.

« C'est une année dense qui présente un bilan record pour cette délégation », note [Nicolas Magenties](#),

Ecrit par le 28 mars 2026

directeur régional de Bpifrance Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Une grande majorité de TPE

« La porte est grande ouverte chez nous pour des projets de toute taille » et pour servir relance et croissance dans toutes les entreprises : « près de 70 % des entreprises financées sont des TPE (environ 3000 entreprises) dans notre région. Les TPE-PME y bénéficient de plus de 80 % des financements de Bpifrance. Mais nous observons aussi dans le Vaucluse un tissu économique bien plus compact entre les PME et les établissements de taille intermédiaire (ETI) qu'il y a quelques années. L'écosystème des entreprises se développe bien, notamment avec une dizaine de projets de plus par an dans le domaine de l'innovation - non pas de rupture technologique - mais d'amélioration du processus de production ».

Go home, « start-up nation »

Comme la plupart des départements français, le Vaucluse ne fera sans doute pas partie des territoires conquis par la « start-up nation », ni du pari de « l'excellence technologique » voulu par un énième plan - celui-ci baptisé France 2030 - prévoyant plus de 2 milliards au plan national sur cinq ans à venir pour financer des démonstrateurs et usines pilotes.

Le tout sortira de terre, ou d'un chapeau, pour ancrer la « transition énergétique et environnementale » sur laquelle le gouvernement compte sans transiger en matière de normes européennes, ni de surcoûts croissants.

Le pays continuera donc à régresser d'autant. Pour satisfaire à l'écologisme, en se donnant l'illusion d'une relocalisation industrielle qui ne viendra pas, faute de compétitivité. En mars, près de 800 projets « industriels » ont été repérés au plan national. Qui cherche une multinationale ou une usine employant des ouvriers par milliers, n'y trouve que des petites opérations de modernisation d'un outil encore existant ou bien d'un modeste atelier promettant l'embauche de plus de cinq personnes. Le gouvernement espère tout juste que les quinze principales « start-up » industrielles dénichées actuellement soient capables de créer 3 000 emplois à l'horizon 2025.

Ancrage territorial et réactivité face à la demande locale

Heureusement, l'activité de Bpifrance reste fortement attachée à la demande qui s'exprime au plan local. C'est ainsi que près de 600 entreprises ont reçu 230 M€ de financements en Provence-Alpes-Côte d'Azur (+44%) en un an pour développer leurs projets d'innovation consistant à moderniser leur équipement, ou à augmenter leur capacité de production.

Acteur de la mise en œuvre de la relance, la banque publique a décaissé, hors mesure spécifiques à la crise sanitaire, presque autant (229 M€) pour des prêts sans garanties que les autres banques ont du mal à financer. Elle couvre aussi une partie du risque bancaire (40% à 60%) du secteur commercial pour faciliter les créations, transmissions, reprises ou simples projets de développement des entreprises. Soit 245 M€ (+15%), ayant permis de garantir 545 M€ de prêts souscrits par 2800 entreprises en 2021.

Bpifrance a également répondu à une forte reprise de l'activité internationale des entreprises régionales. « C'est la meilleure année, après un très bon 2020, pour les activités d'assurance crédit et de caution avec un volume de projets qui a presque triplé (45 M€) » se réjouit Nicolas Magenties.

Enfin, l'investissement direct en participation minoritaire dans une cinquantaine d'entreprises de croissance (390 M€), ajoutée à la présence au capital de près de 140 entreprises via nos fonds régionaux (88 M€), souligne l'ancrage de la banque au plan territorial.

Ecrit par le 28 mars 2026

Bpifrance et la région en 2022

« Le partenariat avec la région s'est massivement renforcé au service des entreprises, permettant au total à près de 600 entreprises de mobiliser 86 M€, en particulier sur les « Prêts Rebond », destinés à améliorer les bas de bilan qui ont représenté une trentaine de million d'intervention ».

Pour 2022, l'inquiétude pourrait précisément porter sur le besoin en liquidité des entreprises, notamment celles ayant décalé un prêt garanti par l'Etat. Il pourrait en résulter pour certaines une dégradation de la notation bancaire, assortie d'une obligation de payer au comptant. Soit une mort assurée faute de trésorerie. « Il faudra attendre les entrées en amortissement de ces PGE, maintenant très proches, mais les premiers bilans que nous recevons sont très bons. Bien que certains secteurs connaissent d'importantes difficultés, comme la construction ou l'hôtellerie, l'économie reste résiliente ».

Comment constituer un patrimoine pour ses enfants ?

Ecrit par le 28 mars 2026



« Pouvoir transmettre à ses enfants, matériellement ou non, est un enjeu intemporel qui a pris de nombreuses formes au cours des siècles, explique [Patrimoine store](#), plateforme spécialisée dans l'investissement immobilier. L'immobilier constitue le patrimoine préféré à transmettre des Français. Loger ses enfants ou bien leur permettre de pouvoir épargner est et restera une aide précieuse. Le gouvernement français veut faciliter cette transmission à l'aide de mise en place de dispositifs et projets de lois. Les aléas de la vie et les imprévus doivent également être considérés et anticipés pour minimiser au mieux les risques. »

Constituer le patrimoine de ses enfants en investissant dans l'immobilier

Que ce soit en période de crise ou non, l'immobilier reste et restera une demande de la part des Français. Le besoin de se loger justifie un placement sûr qui ne pourra pas être impacté comme les autres industries. Un investissement qui permet par ailleurs de faire fructifier son épargne en mettant par exemple son bien en location. Autant de facteurs qui font de l'investissement immobilier la solution d'investissement préférée des Français. Environ 25%1 de la population française privilégierait ce type de placements.

Le besoin et la possibilité de transmettre son patrimoine

La conjoncture économique et sanitaire qui s'installe depuis des années maintenant, a accentué ce besoin

Ecrit par le 28 mars 2026

de constituer son patrimoine mais également de pouvoir le transmettre en cas d'évènement tragique. Le gouvernement prévoit donc ces situations avec la « donation simple », la « donation- partage », afin d'éviter à ces successeurs l'impossibilité d'accès au bien de leurs familles à cause d'un coût trop onéreux. Au-delà de ces dispositifs de donation, des solutions alternatives existent comme la SCI, le démembrement... Les aléas de la vie restent des facteurs imprévisibles qui se doivent d'être anticipés malgré des dispositions tels que le testament.

Se faire accompagner

« Patrimoine Store rassure donc les particuliers qu'elle accompagne en étant présente auprès de ses clients en cas de problème, assure la plateforme créée en 2015 par [Arnaud Groussac](#). Dès le début du projet, l'entreprise prend en compte l'ensemble des éléments du dossier et analyse la fiscalité du client afin de proposer le montage le plus adapté à l'objectif comme la création éventuelle d'une société (SCI, SCPI,...) De plus, c'est à la demande du particulier que l'offre de Patrimoine Store se dessinera, avec un niveau d'accompagnement proportionnel au besoin de l'investisseur. Un pari permettant de dégager du pouvoir d'achat renforcé par une politique 0% de commission promoteur. Les particuliers peuvent ainsi investir en confiance sans soucier de leurs générations futures. »

Notaires de Vaucluse, plus de demandes que d'offres, les biens à la vente se font rares !

Ecrit par le 28 mars 2026



La Chambre des notaires de Vaucluse vient de dévoiler les chiffres de l'immobilier. Le volume de ventes a franchi les 20% et les prix ont augmenté de 7,8%. Le marché, boosté par des taux d'intérêt historiquement bas et le retour de l'inflation n'est freiné que par le manque de biens d'autant plus que ce sont les locaux qui détiennent à 90% le marché.

Le volume des ventes ? Pour une partie il est dopé par la Covid et le besoin d'un espace plus vaste avec extérieur pour vivre en famille et télétravailler et, de l'autre par une méfiance en l'avenir économique avec le retour de l'inflation due à l'augmentation des prix de l'énergie et des produits manufacturés.

La pierre, valeur refuge

Et puis, depuis plus d'une décennie, les banques ne proposent pas de produits financiers attractifs et la pierre reste attrayante au regard des taux d'intérêts encore historiquement bas. Cependant, si la situation peut sembler idyllique pour les vendeurs, elle se corse pour les acheteurs car les biens se font rares et, mécaniquement, ce qui est rare devient cher.

Les banques toujours frileuses

Le bémol ? Les banques renforcent drastiquement les conditions d'accès au crédit. Quant aux jeunes ? Ils ont tout intérêt à acheter lorsqu'ils le peuvent, les loyers pratiqués étant parfois du même montant qu'un crédit souscrit mais pour cela, il faudra détenir un sésame : un CDI (Contrat à durée indéterminée) et un

Ecrit par le 28 mars 2026

apport personnel couvrant au moins les frais de notaires.



Copyright Freepik

Deux ans de plénitude notariale

Ainsi, cela fait deux ans que les transactions s'accélèrent, seul le manque de propositions de biens calme le marché car «si l'on met en vente son bien, il faut être sûr de trouver, ensuite, chaussure à son pied, prévient Jean-Baptiste Borel, notaire à Orange et président du GVEN (Groupement vauclusien d'expertise notariale) car le marché est détenu à plus de 90% par des locaux qui rachètent dans le même village ou juste à côté pour une détention du bien en moyenne de 10 ans.»

Ce qu'il faut savoir

«Pour l'acheteur comme pour l'investisseur c'est la localisation géographique du bien qui dicte sa loi et délivrera le potentiel prix locatif. L'état de la toiture, les DPE (diagnostics de performance énergétique), la réglementation environnementale RE2020, le raccordement au tout à l'égout, la capacité de financement des travaux sont autant de points à examiner avec attention. D'ailleurs si l'acheteur n'a pas prévu de budget travaux pour la mise aux normes -et entériné l'augmentation des matières premières pour les fournitures de travaux- d'un bien à mettre à la location, il aura de grande chance de voir sa demande de crédit retoquée par le banquier », spécifie Jean-Baptiste Borel.

Les prix au niveau national

Ecrit par le 28 mars 2026

«C'est la première fois que le nombre de transactions en France dépasse la barre du million avec 1,198 million de ventes, remarque Doris Nunez, président de la Chambre des notaires de Vaucluse à la tête de 165 notaires. 140m² c'est la surface finançable d'une maison ancienne sur l'ensemble de la France avec une mensualité de 1 300€ par mois pendant 20 ans et sans apport, soit l'achat de 8m² par an.»

Le pouvoir d'achat immobilier diminue depuis 5 ans

«50m² c'est la surface finançable d'un appartement ancien sur l'ensemble de la France avec une mensualité de 800€ par mois pendant 20 ans et sans apport, soit 4m² par an. C'est une hausse de 9% par an de l'indice de prix des maisons anciennes en France métropolitaine. C'est aussi un pouvoir d'achat immobilier qui diminue au niveau national depuis 5 ans.»



Copyright Freepik

En Vaucluse ?

«Même si en 2020 on enregistre une hausse de 7,8% des prix, ceux-ci restent raisonnables au regard des prix pratiqués dans les départements voisins notamment des Bouches-du-Rhône, note Jean-Baptiste Borel. Également le volume des ventes augmente, dopé par des taux d'intérêts bas faisant de 2019 une année record avec 14 574 ventes enregistrées, contre 10 552 entre septembre 2019 et fin août 2020.»

Effet Covid

«L'effet Covid ? Il a été plus prononcé en Province que dans les grandes villes, avance Jean-Baptiste Borel. Les habitants des grandes villes se cherchant, au printemps 2020, une maison avec jardin dans des petits villages alentours, pourvoyeurs de biens accessibles. C'est le cas des Marseillais et des Lyonnais qui s'aventurent à Orange et à Valréas» Ainsi, en 2020, malgré la Covid, 13 881 ventes ont été

Ecrit par le 28 mars 2026

enregistrées. Ce qui a séduit les nouveaux acheteurs ? La perspective de maisons plus vastes à des prix abordables où l'on peut télétravailler. Ainsi, 7 898 ventes ont été enregistrées au premier semestre 2021. La Chambre des notaires de Vaucluse observe même une augmentation des volumes de ventes de 20% entre le 1^{er} semestre 2020 et 2021.»

Comment ça se passe ?

«L'immobilier a connu un regain d'intérêt ces dernières années, peut-être également au travers des émissions de décoration, d'achat et de vente. La pierre reste une valeur refuge, confirme Doris Nunez. Les gens ont redouté à un moment de laisser leur argent en banque et ont purgé leurs assurances vies et des placements peu rentables au profit de l'achat immobilier. » « Le marché sur Pernes-les-Fontaines reste très actif ainsi que le couloir rhodanien, tandis que les retraités lorgnent vers le Luberon», commente Jean-Baptiste Borel.

Qui vend, qui achète et quoi ?

Les atouts du marché vauclusien ? «Des prix peu élevés notamment par rapport à Aix-en-Provence ou ils doublent et parfois même triplent, détaille Jean-Baptiste Borel. Les Anglo-saxons reviennent. Des parisiens sont arrivés, s'implantant définitivement et sans avoir besoin de souscrire un crédit, emportant ainsi la décision du vendeur. Cela créé une hausse des prix. Cependant le Vaucluse reste accessible à toutes les bourses,» tempère le notaire.

Ecrit par le 28 mars 2026



De gauche à droite Jean-Baptiste Borel, Doris Nunez et Nicola Sismondini

Des familles à géométrie variable

«Le nombre des membres d'une famille augmente puis les enfants devenus grands partent, le bien est alors mis en vente pour mieux coller au besoin de ses habitants. Les personnes vieillissantes changent de demeure pour préférer un plain-pied et n'hésitent pas, dorénavant, à faire construire. Ainsi les retraités sont très actifs sur le marché vauclusien. Également la Covid a précipité les successions, tous ces changements ont aussi nourri, en partie, les transactions,» précise Doris Nunez. «Les propriétaires de grand terrain sur lequel était implanté leur maison ont décidé d'allotir, reprend Nicola Sismondini, ce qui fait que le prix du terrain à bâtir reste stable mais que le nombre de m² se réduit.» Enfin les prix de l'immobilier ne devraient pas s'envoler, le département restant une terre certes belle mais rurale à l'économie modeste tournée vers l'agriculture et le tourisme ce qui n'offre pas, intrinsèquement, de postes évolutifs et ambitieux à la jeunesse comme aux jeunes cadres originaires du territoire ou venant de l'extérieur.

Ecrit par le 28 mars 2026

Dans le détail

Les appartements anciens

«Le prix médian des appartements, a augmenté de 6,5% au 31 août 2021 pour s'établir à 1 940 €/m² en Vaucluse, précise Nicola Sismondini, membre du GVEN et notaire à Vedène. Il était de 1 850 €/m² au 31 décembre 2019. C'est encore plus important pour les villes les plus peuplées ou proches d'agglomérations, avec une hausse de 10% pour Avignon pour un prix médian au m² de 2 730 € intramuros et 1 660 € extramuros.»

Les maisons anciennes

«C'est également vrai pour les maisons anciennes avec une hausse de 4,8% du prix médian qui s'établit désormais à 240 000 € pour 105 m² de surface habitable et 600m² de terrain, contre 225 000 € pour la même surface au 31 décembre 2019. Il semble d'ailleurs que cette hausse ait profité particulièrement aux secteurs où les prix étaient les moins élevés, comme par exemple la Vallée du Rhône, idéalement desservie par l'autoroute et le TGV.»

Terrains à bâtir

«Pour le marché des terrains à bâtir la hausse est seulement de 1,1%, s'établissant à 100 100€ pour 500 m² au 31 août 2021 contre 94 800€ pour 550 m², soit 200€/m² contre 170 €/m² auparavant, la hausse des prix étant contrecarrée par la réduction des surfaces vendues. 127 000€, c'est le prix médian d'un terrain à bâtir dans le Pays de Sorgues-Cavaillon ; c'est 91 300€ à Carpentras-Pernes ; 85 700€ en Vallée du Rhône et 80 000€ en Haut-Vaucluse.»

Les appartements neufs

«Seuls les appartements neufs ont souffert de la situation de crise sanitaire avec une baisse de -4,1 % avec un prix médian de 3 330 €/m² contre 3 390 €/m² avant la crise, mais cela peut s'expliquer aussi par la vente de surfaces légèrement différentes.»

Pénurie de personnels

«Comme dans toutes les professions nous manquons de personnel qualifié ou formé,» a conclu Doris Nunez, président de la Chambre des notaires de Vaucluse et notaire à l'Isle-sur-la-Sorgue.

Le Département veut investir, investir et encore investir

Ecrit par le 28 mars 2026



S’inscrivant dans la continuité de son prédécesseur, Dominique Santoni, la nouvelle présidente du Conseil départemental de Vaucluse, entend accélérer les investissements sur le territoire. Dans ce cadre, elle a présenté la feuille de route des grands chantiers du Département pour la période 2021-2028.

« C’est un budget de combat que nous allons mettre en place, annonce sans ambages Dominique Santoni, la nouvelle présidente LR (les Républicains) du Conseil départemental de Vaucluse élue le 1er juillet dernier. Il s’agit de donner la priorité absolue à l’investissement, au service du développement du territoire. »

Pour cela, l’équipe de la première femme à occuper cette fonction en Vaucluse entend s’appuyer sur un vaste plan d’investissement 2021-2028. Il faut dire que pour la première fois l’institution départementale va bénéficier de temps pour mener à bien sa politique. En effet, le renouvellement par moitié des assemblées départementales françaises jusqu’aux élections de 2015 incitait plutôt au ‘saupoudrage’ des subventions afin de maintenir des majorités politiques stables et cela quelle que soit la couleur politique. La réforme nationale du mode de scrutin a ainsi permis à Maurice Chabert de mener un mandat départemental ‘inédit’ de 6 ans. Un président sortant qui ne s’est pas représenté après avoir adoubé Dominique Santoni pour lui succéder. Cette dernière était jusqu’alors vice-présidente déléguée à

Ecrit par le 28 mars 2026

l'éducation, aux sports, à la vie associative et aux transports, n'hésite d'ailleurs pas annoncer s'inscrire dans la continuité de son prédécesseur.

« C'est la restauration des finances du Département que nous avons mené durant le mandat précédent qui va nous permettre d'avancer. La continuité c'est important et grâce à ces efforts nous allons passer à la partie visible de 'l'iceberg' avec la mise en place d'une politique de grands travaux », insiste la nouvelle présidente qui, grâce au jeu de calendrier des futurs scrutins à venir va disposer, cette fois, d'un mandat de 7 ans !

Dans cette logique, le Conseil départemental de Vaucluse va donc lancer un nouveau PPI (Plan pluriannuel d'investissement).

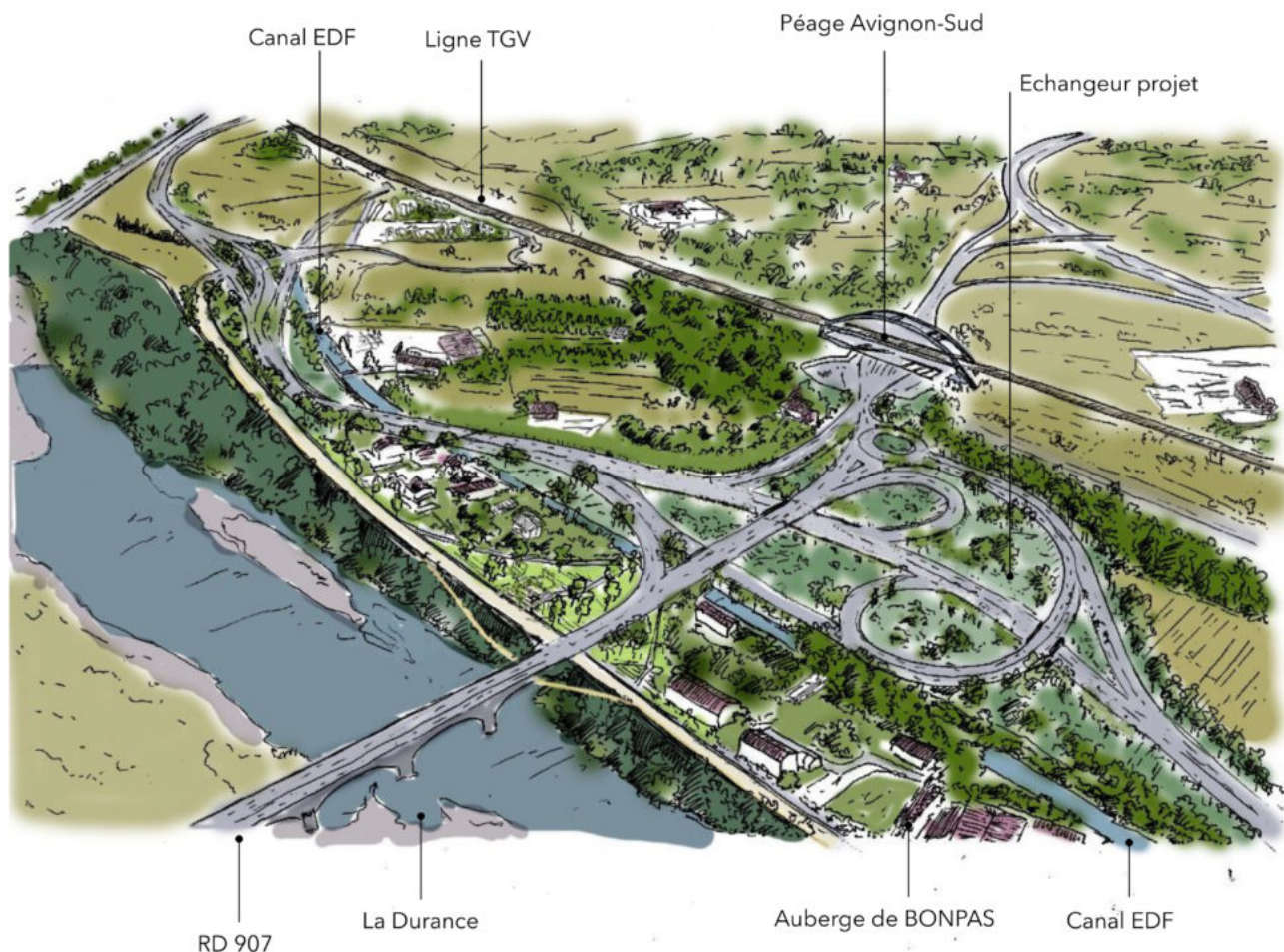
« Cet outil précieux de pilotage budgétaire et financier permet de planifier des projets de long terme et de programmer les investissements nécessaires, tout en déterminant le niveau d'endettement supportable par la collectivité », poursuit Dominique Santoni.

Des grands travaux pour changer le quotidien des Vauclusiens

« Dans les prochaines années, plusieurs chantiers transformeront ainsi notre territoire », annonce Dominique Santoni.

Le Département va ainsi lancer à l'automne la concertation pour le projet de réaménagement du carrefour de Bonpas. Objectif : faire sauter ce goulot d'étranglement que constitue ce nœud routier à l'intersection de l'autoroute A7, de la RN7 en provenance d'Avignon, de la RD 900 en provenance de Cavaillon et d'Apt et de la RD7N venant des Bouches-du-Rhône accueillant 30 000 véhicules/jour dans chaque sens. Un dossier de 25M€, dont une participation du Conseil départemental de Vaucluse de 9,5M€ et une contribution de l'Etat et de la Région à hauteur de 15,5M€, qui doit se concrétiser par un chantier d'une durée de 3 ans dont les premiers coups de pioche devraient intervenir en 2024.

Ecrit par le 28 mars 2026



Le projet de réaménagement du carrefour de Bonpas (ici une esquisse non-définitive) prévoit l'aménagement d'une liaison directe entre la RN7 (Avignon) et la RD 900 (route d'Apt), associée à la création de nouvelles bretelles et de deux giratoires pour accéder à l'autoroute A7 (Avignon Sud), ainsi qu'au pont de Bonpas (direction Bouches-du-Rhône). Le giratoire et le carrefour à feux actuels, qui concentrent les embouteillages déplorés aujourd'hui, seront supprimés. Le tout en facilitant l'accès à un pôle d'échange intermodal bus/covoiturage et permettant de sécuriser les liaisons cyclables le long de la Durance et vers les Bouches-du-Rhône.

Autre gros dossier à venir : la déviation d'Orange. « On en parle depuis près de 50 ans, rappelle Thierry Lagneau, vice-président en charge des travaux, des aménagements routiers et de la sécurité. Cet aménagement s'inscrit dans la réalisation d'un itinéraire de liaison structurant entre la vallée du Rhône et le bassin vaudois. Il permettra d'améliorer fortement l'accessibilité des quatre cantons du Nord Vaucluse (Orange, Bollène, Valréas, Vaison-la-Romaine) depuis Avignon ou l'A7. »

L'opération bénéficie, à ce jour, d'un financement d'environ 50M€ avec des participations de l'Etat, la Région Sud, la Communauté de communes pays réuni d'Orange, la ville d'Orange et le Département. Les études et procédures réglementaires ont débuté pour un démarrage des premiers travaux préparatoires

Ecrit par le 28 mars 2026

au cours du second semestre 2022 et pour une durée de 4 ans.

De quoi permettre la réalisation de 2 sections entre le giratoire du Coudoulet sur la RN7 et l'avenue des Crémades (1,2 km) ainsi qu'entre l'avenue des Crémades et la RD 975 (route de Camaret) sur une longueur de 1,9km afin de délester le centre-ville de la cité des princes traversé par près de 15 000 véhicules/jour, dont 10% de poids-lourds.

Accélérer pour la déviation de Coustellet et la LEO

Afin de doter le Vaucluse des infrastructures indispensables à son développement, le Département veut également réaliser le contournement de Coustellet.

« Coustellet, qui a connu un fort développement économique ces dernières années, se situe à l'intersection de deux voies de communication à fort trafic : la RD 2 (qui rejoint Cavaillon via Robion) et la RD 900 (entre Avignon et Apt), explique Thierry Lagneau. Cette route départementale est un axe majeur qui dessert l'Est du Vaucluse, notamment la vallée du Calavon. Le trafic routier très élevé (environ 15 000 véhicules par jour dont 10% de poids lourds) entraîne une congestion routière au centre de l'agglomération, à l'intersection avec la RD 2. »

Si plusieurs études ont été menées il faut cependant encore organiser l'enquête publique préalable à l'autorisation du projet.

« Je suis une femme de consensus, précise Dominique Santoni. C'est pour cela que je rencontrerai prochainement tous les élus concernés puisque Coustellet se situe à l'intersection de 4 communes : Cabrières-d'Avignon, Maubec, Oppède et Robion. » Le but étant de finaliser cet aménagement avant la fin du mandat.

« Il faut réaliser la 2^e tranche de la LEO. »

Thierry Lagneau

Autre dossier faisant figure d'arlésienne jusqu'alors, la réalisation de la tranche 2 de la LEO (Liaison Est-Ouest) à Avignon et dans le Nord des Bouches-du-Rhône.

« La position du Conseil départemental de Vaucluse n'a jamais varié s'agissant l'aménagement de ce vaste projet de contournement de l'agglomération d'Avignon, insiste Thierry Lagneau. Il est nécessaire de réaliser cette deuxième section comprise entre Rognonas et le carrefour de l'Amandier, à Avignon, d'une longueur de 5,8 kilomètres en deux fois deux voies. Ce projet est sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat, auquel revient la responsabilité, en lien avec l'ensemble des collectivités concernées, de faire aboutir ce projet vieux de plusieurs décennies. »

« Le Département de Vaucluse a confirmé son engagement sur le plan financier à hauteur de 14,72% du montant des travaux », complète la présidente.

Les autres chantiers

Dans le même temps, le Département poursuit la réhabilitation des collèges de Vaucluse. Ainsi après la rénovation des établissements de Valréas et du Thor, celle de Sorgues est en cours et celles de

Ecrit par le 28 mars 2026

Bédarrides (6,6M€), de Vedène (12,2M€) et d'Apt (10,8M€) débiteront en 2022. Des collèges, où dès cette rentrée, 14 000 ordinateurs portables sont mis à disposition de tous les élèves de 6e et cela pendant 4 ans afin que tous les collégiens vauclusiens soient équipés d'ici 2024. Et pour faciliter la scolarité 'numérique' des élèves, le Département équipera progressivement tous les collèges publics d'une connexion internet via la mise en place de bornes wifi.



Le chantier de réhabilitation du collège Saint-Exupéry à Bédarrides débute pour un montant de 6,6M€. Fin des travaux prévus pour la rentrée 2023/2024.

Par ailleurs, dans moins de 4 ans, les archives départementales quitteront leurs locaux historiques du Palais des papes, qui sont désormais trop exigus et ne répondent plus aux normes de conservation actuelles, pour rejoindre un 'Pôle de recherche et de conservation du patrimoine vauclusien' situé dans nouveau bâtiment de de 10 600 m2 (33M€) situé dans la zone d'Agroparc à Avignon. L'arrivée des archives de la ville d'Avignon est également toujours envisagée. Le chantier doit débiter en 2023 pour une mise en service en 2025.

Enfin, le Département construira d'ici 2024 un nouveau bâtiment, à Avignon, où seront installés la nouvelle Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) et les services de la Direction des personnes âgées et des personnes handicapées. Ce nouvel édifice, d'une surface de 38 000m2 verra le jour en lieu et place d'un grand hangar désaffecté (hangar Souvet) situé le long de la voie ferrée. Le démarrage des travaux aura lieu au dernier trimestre 2022 pour une réception mi-2024. Cette opération (35M€ au total) s'accompagne d'une réhabilitation lourde du site Limbert, abritant les services du Pôle Solidarités du Département, ainsi que de l'Espace Départemental des Solidarités d'Avignon Est. De quoi libérer à termes, les locaux situés le long du boulevard Saint-Michel, dont le potentiel urbanistique, le long des remparts, n'est plus à démontrer.

Repenser le rapport avec les autres collectivités

« Au-delà des investissements qu'il réalise directement, le Conseil départemental accompagne les

Ecrit par le 28 mars 2026

communes et les EPCI dans leurs propres projets, en particulier à travers sa politique de contractualisation, qui offre une visibilité sur plusieurs années et constitue un 'effet levier' essentiel. Dans les prochaines années, ce soutien sera encore renforcé, afin d'impulser des politiques qui amélioreront le quotidien des Vauclusiens », rappelle la présidente.

Cet accompagnement prendra donc la forme d'un contrat de développement territorial passé avec les communes et les intercommunalités (EPCI) et élaboré en lien avec les élus des cantons concernés afin de programmer les investissements.

Autre outil au service des collectivités locales qui veulent investir : Vaucluse ingénierie. Cette plateforme pilotée par le Conseil départemental doit permettre aux élus et à leurs équipes, notamment pour les plus petites communes, de bénéficier d'une expertise personnalisée pour étudier la faisabilité d'un projet. Vaucluse ingénierie interviendra également pour la recherche de financements, la constitution des dossiers administratifs mais aussi le suivi des missions d'un prestataire et du projet dans sa globalité.

Et histoire de s'appliquer à lui-même cette logique d'optimisation, le Conseil départemental de Vaucluse va également créer un service dédié à la recherche de financements extérieurs. Si un agent est d'ores et déjà chargé d'assister l'ensemble des services qui veulent candidater à des financements auprès du FSE (Fonds social européen), la mise en place de ce service doit permettre de solliciter systématiquement tous les dispositifs européens, nationaux et régionaux auquel peut prétendre le Département.

Culture, sécurité, santé...

En plus de ses compétences sociales (RSA, personnes âgées, enfance, handicapés...) constituant son ADN le Département version Dominique Santoni entend aussi intervenir dans des domaines comme la sécurité, la culture, l'environnement ou bien encore la santé.

« C'était une promesse de campagne, rappelle la nouvelle présidente. Le Département va apporter une aide financière pour la mise en place ou l'extension de systèmes de vidéoprotection ainsi qu'à l'équipement des polices municipales. »

Le Conseil département souhaite aussi investir pour une meilleure couverture médicale du territoire. Afin de lutter contre la désertification médicale, le Département 'planche' sur une aide à l'installation de médecins libéraux en milieu rural et notamment les jeunes médecins. Il participera également au financement de maisons de santé, des lieux permettant le regroupement de médecins voire d'équipes pluridisciplinaires qui constituent une alternative pour des médecins qui hésiteraient à s'installer seul dans une commune. Plus novateur encore, le Conseil départemental envisage aussi le recrutement direct de médecins libéraux dans les Espaces départementaux des solidarités (Edes), structures d'accompagnement médico-sociales du Département.

Côté environnement, le Département entend anticiper les problèmes d'irrigation liés aux effets du réchauffement climatique en mettant en place une stratégie de gestion sur les ressources en eau à l'horizon 2028. Pour cela, il participe notamment au projet de territoire des 'Hauts de Provence Rhodanienne', piloté par la préfecture de Vaucluse, « qui vise à mettre en œuvre une gestion équilibrée de la ressource en eau sur le Nord Vaucluse tout en répondant de manière durable à l'augmentation de la demande en eau pour l'irrigation agricole ».

Enfin, le Département souhaite favoriser l'émergence dans le Sud Vaucluse d'un grand festival de plein-air consacré aux musiques actuelles, de nature à attirer plusieurs dizaines de milliers de spectateurs.

« Terre de festivals, le Vaucluse est riche de très grands rendez-vous internationaux, comme le Festival d'Avignon ou les Chorégies d'Orange, explique Dominique Santoni. Si le Sud du département compte de

Ecrit par le 28 mars 2026

nombreuses manifestations estivales de qualité, aucune ne leur est aujourd'hui comparable, de par son ampleur ou son rayonnement. »

Un département connecté

« Investir, c'est également travailler à l'attractivité du Vaucluse, martèle la présidente du Conseil départemental. Parce qu'un territoire qui attire des investisseurs et de nouveaux habitants, c'est un territoire qui crée de l'activité et de l'emploi. »

Tirant les conclusions de la crise sanitaire qui a mis en lumière les limites des modèles métropolitains, Dominique Santoni estime que le temps est venu « pour les villes intermédiaires et les territoires de qualité ».

Si la qualité de vie du Vaucluse n'est plus à prouver, la stratégie d'attractivité du Département est de miser sur le formidable essor du télétravail.



Grâce notamment aux financements européens, le Département va mettre en place des bornes d'accès gratuit au wifi dans 172 sites touristiques de Vaucluse.

« Le Vaucluse peut tirer son épingle du jeu, de par sa position géographique et le caractère équilibré de son territoire, poursuit la présidente. Son excellente couverture Très haut débit (THD) facilite bien sûr le

Ecrit par le 28 mars 2026

télétravail et constitue un atout majeur. »

Ainsi, l'ensemble du département sera entièrement connecté à la fibre dès l'an prochain, avec 14 ans d'avance sur le délai initial prévu en 2036. A ce jour, avec ces investissements d'un montant de 171M€, le Vaucluse est déjà le département le plus avancé en matière de déploiement de la fibre (94% de couverture) de toute la Région Sud.

Pour renforcer son attractivité numérique, le Département développe actuellement un réseau wifi touristique. Il s'agit de déployer des bornes wifi (1,4M€ dont 1M€ d'aides européennes) sur 172 sites vauclusiens touristiques (musées, places de villages, sites naturels, véloroutes, etc...).

« L'intérêt principal est d'assurer un accès à Internet nomade et gratuit à l'ensemble des habitants et des touristes, complète la présidente. C'est devenu aujourd'hui un besoin de base, un des premiers critères de satisfaction des visiteurs. »

« Il faut que les gens aient envie de Vaucluse »

Dominique Santoni.

« Mais la décision de s'installer, d'investir ou d'implanter une entreprise sur un territoire donné est soumise à d'autres critères : les infrastructures de transport (autoroutes, proximité d'une gare TGV...), le climat et la qualité de vie (d'autant que l'équilibre vie professionnelle/vie privée prend de plus en plus d'importance), le foncier disponible à des prix abordables... Le Vaucluse coche incontestablement toutes les cases. Et a plus d'une carte à jouer pour attirer les entrepreneurs ou les salariés qui souhaitent aujourd'hui quitter les grandes métropoles pour une vie plus agréable, plus proche de la nature », précise Dominique Santoni.

Dans cette optique, le Département va mobiliser l'ensemble des acteurs du territoire à commencer par l'agence départementale Vaucluse Provence Attractivité (VPA), qui vient de sortir un nouveau guide pratique 'S'installer dans le Vaucluse', pour définir rapidement une stratégie de promotion du territoire à l'échelle nationale.

« Il faut que les gens aient envie de Vaucluse, » insiste Dominique Santoni.

277M€ : découvrez les grands chantiers d'Avignon

Ecrit par le 28 mars 2026



Adopté au Conseil municipal, le Plan pluriannuel d'investissements (PPI) sera déployé par la ville d'Avignon sur la période 2021-2026. Une ambition qui représente 484 euros d'investissement par an et par habitant. 10M€ de plus que sur la période 2015-2020 sont mis sur la table.

Le Plan pluriannuel d'investissements dresse la liste de l'ensemble des projets programmés par la majorité municipale pour la ville, et des financements qui leur sont attribués chaque année, sur 5 ans. Le PPI est élaboré dans un souci de bonne gestion, de transparence et de sincérité. Il permet à tous les Avignonnais de suivre et de comprendre les arbitrages entre projets, financements ou dates de lancement, de mesurer la faisabilité des actions souhaitées au regard des capacités financières et budgétaires réelles.

Construction d'une nouvelle école, requalification du parvis de la gare, rénovation de la bibliothèque Jean-Louis Barrault, aménagement de la promenade de l'Oulle, création du musée des Bains Pommer, prolongement du chemin des Canaux, la liste est longue des travaux herculéens qui attendent la cité papale. Tour d'horizon des projets.

Construction d'une nouvelle école dans le quartier Joly Jean, économe en énergie et équipée d'une classe destinée aux enfants atteints d'autisme. Coût : 12M€, rentrée 2024.

Ecrit par le 28 mars 2026



Photo : Ville d'Avignon

Requalification du parvis de la gare en un belvédère boisé sur la ville, avec un garage à vélos de 400 places. Coût : 16M€, 1er semestre 2024.



Photo : Ville d'Avignon

Rénovation de la bibliothèque Jean-Louis Barrault. Ambition : transformer en une bibliothèque 2.0. Coût: 8,6M€, 2e semestre 2023.

Ecrit par le 28 mars 2026



Photo : Ville d'Avignon

Aménagement de la promenade de l'Oulle. Coût: 2,5M€, 2e semestre 2025



Photo : Ville d'Avignon

Prolongement du Chemin des canaux vers Agroparc qui constituera un parcours de découverte passant par la 'Ceinture verte'. Véloroute pour relier le centre-ville à Agroparc. Coût: 2,9M€, 1er semestre 2024.

Ecrit par le 28 mars 2026



Photo : Ville d'Avignon

Création du musée des Bains Pommer. Plongée dans l'Avignon de la belle époque. Coût: 6M€, été 2024.

Ecrit par le 28 mars 2026



Photo : Ville d'Avignon

Rebâtir les piscines Jean-Clément (Montfavet) et Chevalier de Folard (Quartier sud). « Deux petites sœurs du stade nautique. » Coût : 12M€, 2022-2023.



Photo : Ville d'Avignon

Requalification de la rue Thiers avec notamment une plantation d'arbre dans sa partie basse pour « réenchanter un des boulevards haussmanniens ».

Ecrit par le 28 mars 2026

Coût: 2,7M€, 1er semestre 2023.



Photo : Ville d'Avignon

Construction d'un nouvel équipement livre et musique dans le quartier du Pont-des-deux-eaux. Le « puzzle », nouveau lieu hybride culturel. Coût: 1,8M€, 1er semestre 2024.

Ecrit par le 28 mars 2026



Photo : Ville d'Avignon

Reconfiguration du boulevard Charles de Gaulle (la Rocade). Création d'un parvis, une voie douce et un boulevard végétalisé. Coût: 3M€, 2024.

Ecrit par le 28 mars 2026



Photo : Ville d'Avignon

Rénovation des halles. Coût: 3,9M€, 2e semestre 2025.

Ecrit par le 28 mars 2026



Photo : Ville d'Avignon

Les faubourgs, l'esprit village. Coût: 2M€, 2023-2024.



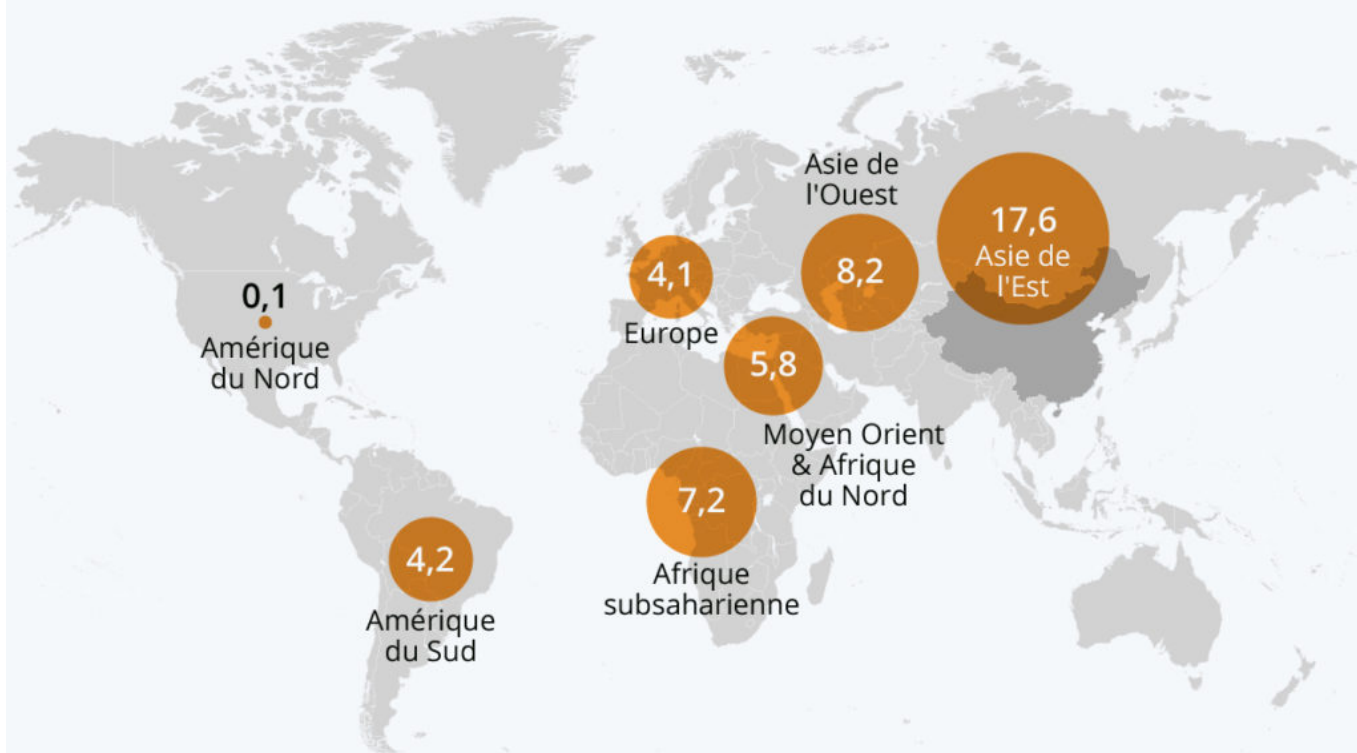
Photo : Ville d'Avignon

Nouvelles routes de la soie : la carte des investissements chinois

Ecrit par le 28 mars 2026

Nouvelles routes de la soie : la carte des investissements

Montant des investissements de la Chine dans les nouvelles routes de la soie par région en 2020 (en milliard de dollars)



Source : Green Belt and Road Initiative Center (CUFE, Beijing)



statista

Les membres du [G7](#) réunis samedi dernier en Angleterre se sont mis d'accord pour proposer aux pays en développement un vaste plan d'infrastructures afin de contrer l'influence grandissante de la [Chine](#) dans le monde. Ce projet, baptisé « Build Back Better World » (« Reconstruire un monde meilleur »), vise à conclure des partenariats avec des pays à revenus faibles et intermédiaires pour combler des besoins d'infrastructures estimés à 40 000 milliards de dollars. Comme le [rapporte](#) Courrier International, il

Ecrit par le 28 mars 2026

s'agit de la première fois que les grandes puissances mondiales discutent de créer une alternative directe au projet chinois des « nouvelles routes de la soie ».

Lancé en 2013 par le président chinois Xi Jinping, le projet des « nouvelles routes de la soie » consiste à financer des investissements pour développer des liaisons routières, ferroviaires et maritimes (ports) en Asie, Afrique, Europe et même jusqu'en Amérique latine. Dans ce cadre, plus d'une centaine de pays ont déjà signé des accords avec la Chine. Selon le [Green Belt and Road Initiative Center](#) de l'Université centrale d'économie et de finance de Pékin, la plupart de ces investissements restent concentrés en Asie, les régions d'Asie de l'Est et de l'Ouest ayant reçu ensemble 28 milliards de dollars d'investissements en 2020 - soit plus de la moitié du total (environ 47 milliards). L'Afrique et Moyen-Orient représentent 28 % des investissements, soit 13 milliards de dollars.

Les initiatives chinoises concernent principalement les pays en développement et ces derniers s'endettent parfois considérablement auprès de la Chine pour le financement des infrastructures. Selon une analyse de [Silk Road Briefing](#), 68 % des projets liés aux « nouvelles routes de la soie » ont été considérés comme présentant un risque moyen, tandis que 28 % ont été considérés comme présentant un risque élevé. Ce sont surtout des pays d'Afrique qui ont vu leur [dette envers la Chine augmenter](#) ces dernières années, notamment la République démocratique du Congo, Djibouti et l'Angola. La liste des principaux créanciers de Pékin comprend également le Pakistan, le Kenya, l'Éthiopie, ainsi que le Laos.

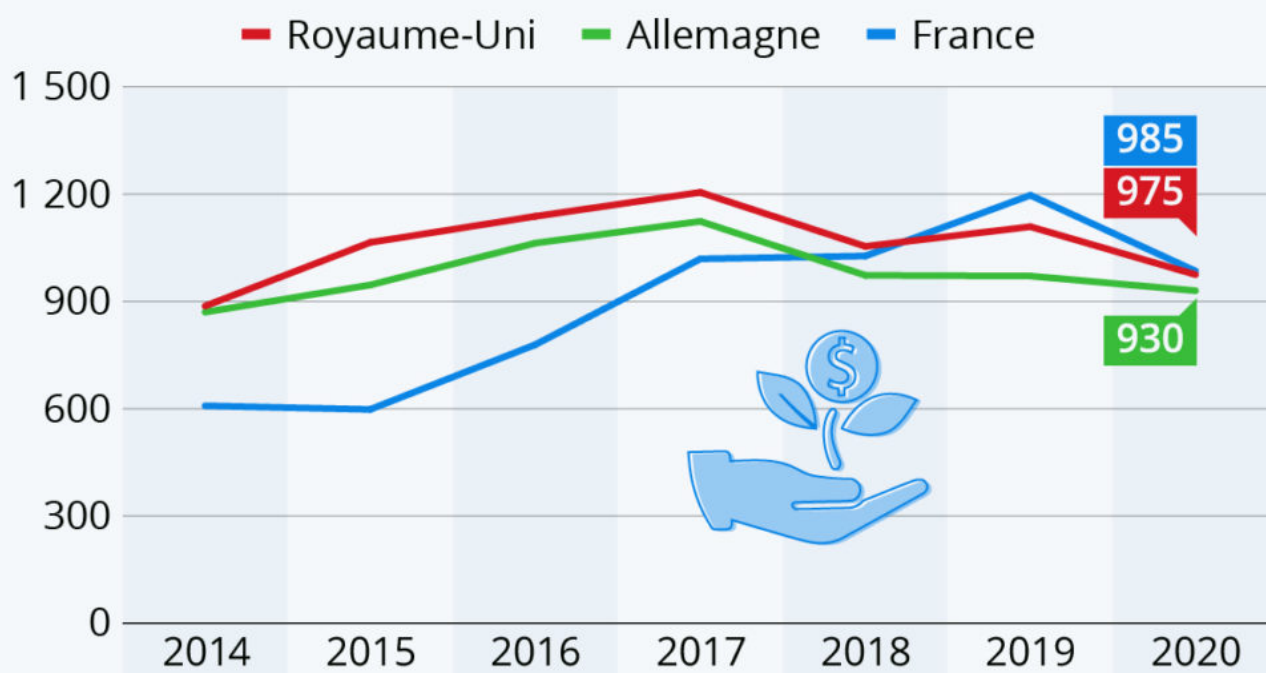
De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Attractivité : la France reste leader en Europe

Ecrit par le 28 mars 2026

Attractivité : la France reste leader en Europe

Nombre de projets d'investissements étrangers annoncés par an dans les pays européens sélectionnés *



* données de 2019 non corrigées des impacts de la crise du Covid-19 (35 % des projets annoncés cette année ont été ultérieurement reportés, révisés ou annulés).

Source : EY - Baromètre 2021 de l'Attractivité



statista 

Selon le [baromètre annuel de l'attractivité](#) publié ce lundi par le cabinet d'audit EY, la France reste le pays le plus attractif d'Europe pour les investisseurs internationaux. En dépit de la [crise du Covid-19](#), l'Hexagone, qui avait décroché le rang de leader en 2019, a réussi à conserver l'an dernier la première place du classement des pays européens qui attirent le plus d'investissements. Mais l'écart s'est toutefois réduit avec les deux autres grandes puissances économiques du Vieux Continent. Avec 985 décisions

Ecrit par le 28 mars 2026

d'[investissements étrangers](#) recensées sur son territoire en 2020 (en baisse annuelle de 18 %), La France est talonnée de près par le Royaume-Uni, qui dénombre 975 projets malgré les incertitudes autour du Brexit. L'Allemagne arrive quant à elle en troisième position avec 930 projets.

La crise sanitaire a notamment bénéficié aux projets d'implantations dans la logistique et la santé, tandis que certains secteurs industriels historiques, comme l'automobile ou l'[aéronautique](#), ont de leur côté été lourdement affectés. Selon les analystes d'EY, La [France](#) a accueilli 89 projets de plateformes logistiques en 2020, portés par l'essor du [e-commerce](#), alors que les [industries de la santé](#) représentent 58 projets, soit une hausse annuelle de plus de 120 %. Malgré un contexte industriel défavorable, l'Hexagone conserve, [comme les années précédentes](#), la première place dans le secteur manufacturier, avec 341 projets d'investissements recensés dans l'industrie en 2020.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)